
Conférence du désarmement

17 septembre 2009

Français

Compte rendu définitif de la mille cent soixante-deuxième séance plénière

Tenue au Palais des Nations, à Genève, le jeudi 17 septembre 2009, à 10 h 20

Président: M. Christian Strohal.....(Autriche)

Le Président (*parle en anglais*): Je déclare ouverte la 1162^e séance plénière de la Conférence du désarmement. Nous approchons de la fin de la session. J'ai sur ma liste des orateurs pour aujourd'hui l'Ambassadeur du Japon. Bien évidemment, nous passerons ensuite au rapport annuel et, comme d'habitude, de nouvelles déclarations pourront être faites après l'adoption du rapport et je ferai alors quelques observations finales.

Je donne la parole à l'Ambassadeur du Japon.

M. Suda (Japon) (*parle en anglais*): Monsieur le Président, j'ai demandé à prendre la parole brièvement pour appeler l'attention des membres sur le document, daté du 2 septembre 2009, établi par l'International Panel on Fissile Materials et intitulé «Un traité interdisant la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes nucléaires ou d'autres dispositifs explosifs nucléaires, avec des explications, article par article», que les délégations du Canada, du Japon et des Pays-Bas ont soumis conjointement au secrétariat de la Conférence pour distribution en tant que document officiel de la Conférence du désarmement.

Ce document a été conçu pour servir de référence aux États membres de la Conférence dans la perspective de négociations d'un traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles. Je tiens à ajouter qu'il ne représente nullement les positions officielles des États qui le soumettent. Il m'a été dit que, faute de temps, la soumission de ce document n'avait pas pu être mentionnée dans le projet de rapport dont nous sommes saisis, mais j'espère qu'il en sera fait état dans la liste des documents qui figurera au paragraphe 37 du rapport final de la Conférence.

Le Président (*parle en anglais*): Je remercie l'Ambassadeur du Japon. Conformément à la pratique habituelle, ce document sera distribué par le secrétariat. Si aucune autre délégation ne souhaite prendre la parole, nous allons passer au dernier point de notre ordre du jour, l'adoption du rapport annuel. Je vous invite à examiner le projet de rapport et à formaliser l'accord auquel nous sommes parvenus aux consultations tenues hier sur ce projet publié sous la cote CD/WP.554/Rev.1, tel qu'il a été modifié par le document CD/WP.554/Rev.1/Amend.2, que vous avez tous reçu après les consultations d'hier. Je profite d'ores et déjà de l'occasion pour vous remercier tous de votre participation et de la souplesse dont vous avez fait preuve.

Je crois comprendre que la Conférence souhaite maintenant adopter le rapport publié sous la cote CD/WP.554/Rev.1, tel qu'il a été modifié par le document CD/WP.554/Rev.1/Amend.2

Il en est ainsi décidé.

Le Président (*parle en anglais*): Je vous remercie à nouveau pour votre esprit de coopération et de compromis, qui a permis la tenue de négociations très fructueuses et l'adoption de notre rapport.

J'ai maintenant le plaisir de passer à la liste des orateurs pour les déclarations suivant l'adoption du rapport. Je donne la parole à M. Gábor Iklódy, Secrétaire d'État et Directeur politique du Ministère hongrois des affaires étrangères.

M. Iklódy (Hongrie) (*parle en anglais*): Monsieur le Président, je voudrais tout d'abord vous féliciter, vous et les autres Présidents de la présente session, pour l'adoption par consensus du rapport annuel de la Conférence du désarmement pour 2009. La Hongrie apprécie vivement votre direction éclairée et vos efforts persistants, qui nous ont conduit à ce moment mémorable.

2009 a été une année spéciale dans la salle du Conseil. Nous avons été informés à Budapest, le 29 mai, que la Conférence du désarmement avait réussi à adopter par consensus, sous la présidence algérienne, son programme de travail, attendu depuis si

longtemps, pour la session de 2009. Nous tenons à remercier M. Idriss Jazairy, Ambassadeur d'Algérie, pour son excellent travail et l'habileté dont il a fait preuve.

Dans les semaines qui ont suivi, la République de Hongrie s'est dite prête à adopter la décision présidentielle sur l'exécution du programme de travail. Le fait qu'après un long débat la Conférence du désarmement n'a pas réussi à adopter cette décision par consensus a provoqué une certaine confusion quant aux raisons de cette situation. Cependant le rapport annuel qui vient d'être adopté par consensus montrera à l'Assemblée générale et au monde extérieur que la Conférence du désarmement est sortie d'un sommeil qui a duré dix ans.

L'impulsion positive créée par cette adoption a au moins deux effets très importants. Premièrement, elle montre que cette instance exceptionnelle a la capacité et le désir de commencer des négociations de fond après une longue paralysie. Deuxièmement, dans chaque capitale, les décideurs reçoivent rapidement des signaux: à partir de 2010, nous pouvons espérer que la Conférence du désarmement commencera des négociations de fond, qui nécessiteront du personnel supplémentaire, un accroissement du nombre d'experts et un temps bien plus important consacré à ses travaux. Au moment où les décideurs ont une responsabilité particulière à assumer du fait des ressources financières limitées, ces signaux sont extrêmement importants.

Nous appelons toutes les délégations à entretenir cette impulsion positive dans les mois qui viennent et à trouver un moyen de commencer rapidement des travaux de fond en janvier prochain.

Je tiens à vous assurer, vous, Monsieur le Président, et votre successeur, que notre délégation sera prête à s'engager activement dans les travaux de l'année prochaine, et – on peut l'espérer – dans les négociations sur les questions fondamentales qui ont été recensées dans le programme de travail pour 2009.

Le Président (*parle en anglais*): Je remercie le Secrétaire d'État de la Hongrie pour sa déclaration et ses mots aimables. Je donne la parole à l'orateur suivant, l'Ambassadeur de Chine.

M. Wang Qun (Chine) (*parle en chinois*): La délégation chinoise tient à remercier le Président pour les efforts qu'il a faits en faveur de l'application de la décision publiée sous la cote CD/1864. Nous tenons aussi à le remercier pour ses efforts inlassables et l'énorme contribution qu'il a faite pour encourager toutes les parties à parvenir à un consensus sur le rapport de la Conférence. Nous remercions aussi tous ceux qui ont fait preuve de souplesse et de zèle pour achever le rapport. Nous espérons qu'ils seront en mesure, en s'appuyant sur les travaux de cette année, de continuer d'œuvrer ensemble pour lancer dès que possible l'année prochaine les travaux sur tous les points de l'ordre du jour. La Chine est prête quant à elle à contribuer à la réalisation de cet objectif.

Le Président (*parle en anglais*): Je remercie l'Ambassadeur de Chine. Je donne maintenant la parole à l'Ambassadeur de Suède.

M. Hellgren (Suède) (*parle en anglais*): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de prendre la parole au nom de l'Union européenne.

Je prends la parole pour vous féliciter, vous et l'ensemble de l'équipe des six Présidents, pour l'adoption par consensus du rapport annuel de la Conférence du désarmement à l'Assemblée générale des Nations Unies. L'Union européenne vous félicite pour l'habileté avec laquelle vous avez dirigé ce processus.

Les travaux collectifs fructueux réalisés par l'équipe des six Présidents nous conduisent à réaffirmer que l'Union européenne apprécie vivement le mécanisme des six Présidents qui a été appliqué au cours des quatre dernières années. Il a fortement contribué à l'avancement des travaux de la Conférence du désarmement. L'Union européenne se

félicite de ce que ce modèle de coordination étroite et continue entre les Présidents des sessions annuelles soit devenu un acquis commun.

L'Union européenne réaffirme aussi qu'elle souhaite un élargissement de la composition de la Conférence du désarmement, en particulier pour inclure les États membres de l'Union qui ne sont pas encore membres de la Conférence.

La session de 2009 de la Conférence du désarmement restera dans les mémoires comme l'année où la Conférence a enfin mobilisé la volonté politique nécessaire pour sortir d'une paralysie de douze ans. L'Union européenne s'est associée aux dirigeants de toutes les régions du monde pour saluer l'adoption, le 29 mai, sous la présidence algérienne, d'un programme de travail complet et équilibré. L'adoption par consensus de la décision publiée sous la cote CD/1864 a montré que la Conférence était à nouveau prête à jouer son rôle d'unique instance multilatérale permanente dont dispose la communauté internationale pour tenir des négociations sur le désarmement.

L'Union européenne était prête à saisir l'occasion. L'incapacité dans laquelle la Conférence s'est ensuite trouvée ne serait-ce que de commencer à appliquer le programme de travail qu'elle avait arrêté a donc été profondément décevante.

Il est maintenant temps de se tourner vers l'avenir. Le rapport annuel qui vient d'être adopté ouvre la voie au lancement rapide des travaux de fond quand nous nous réunirons à nouveau pour commencer la session de 2010 de la Conférence.

La session de 2009 a permis une grande avancée, malgré les difficultés que nous avons continué de rencontrer sur le plan de la procédure. À sa session de 2010, la Conférence doit rapidement commencer de véritables négociations et travaux de fond en s'appuyant sur le consensus politique qui a été réalisé en 2009 et auquel l'Union européenne reste attachée. Nous comptons sur un engagement similaire de tous les membres de la Conférence qui ont adopté le programme de travail par consensus il y a seulement quelques mois. Le temps des chicaneries sur des questions de procédure devrait être terminé. Nous devons enfin nous donner la possibilité de commencer à promouvoir nos intérêts nationaux en matière de sécurité dans le cadre de véritables travaux de fond.

Le Président (*parle en anglais*): Je remercie l'Ambassadeur de Suède pour la déclaration qu'il a faite au nom de l'Union européenne. Je donne maintenant la parole au représentant du Pakistan.

M. Khokher (Pakistan) (*parle en anglais*): Monsieur le Président, la Conférence du désarmement va achever sa session de 2009 demain, le 18 septembre 2009. Aujourd'hui, nous avons officiellement adopté le rapport annuel de la Conférence du désarmement à l'Assemblée générale des Nations Unies par consensus. Le premier projet de rapport que vous nous avez présenté nous a donné une bonne base pour commencer rapidement nos travaux. C'est animés de bonnes intentions et dans un esprit constructif que nous avons présenté des propositions durant ce processus. Nous avons fait preuve de souplesse, comme les autres membres de la Conférence, pour parvenir à un consensus. La forme finale du rapport est le résultat des efforts collectifs faits par tous les membres pour que celui-ci soit objectif, équilibré et factuel. En tant que Président, vous avez créé le cadre et le climat adéquats pour réaliser cet objectif. Les consultations bilatérales ont été complémentaires et très utiles à ce titre. Nous vous félicitons pour l'efficacité et l'efficience dont vous avez fait preuve. Nous sommes aussi conscients de la contribution de votre talentueuse délégation, qui a été renforcée par notre vieil ami M. Markus Reiterer, qui est arrivé ici de Washington. Nous apprécions le rôle et l'appui du secrétariat ainsi que l'assistance des interprètes.

Nous aimerions profiter de l'occasion pour réaffirmer les principes directeurs ci-après, qui devraient faciliter la réalisation du consensus sur le programme de travail de la Conférence durant la session de 2010.

Premièrement, toute décision concernant le programme de travail doit être prise par la Conférence. Les Présidents, individuellement et collectivement, comme tout membre de la Conférence, peuvent faire une proposition à la Conférence, pour examen. La Conférence l'adopte par consensus après des négociations ouvertes et transparentes en tenant compte des intérêts et préoccupations de tous ses membres en matière de sécurité.

Deuxièmement, toute décision concernant le programme de travail devrait être prise pour la session en cours et sans préjudice de toute position, proposition, document ou priorité passé, présent ou futur de l'une quelconque des délégations, et de tout engagement pris dans une quelconque autre instance multilatérale s'occupant du désarmement.

Troisièmement, la Conférence du désarmement, en tant qu'unique instance de négociation de traités relatifs à la maîtrise des armements et au désarmement, ne devrait écarter aucun résultat auquel elle pourrait parvenir au titre d'un point quelconque de l'ordre du jour, ainsi que le veut la nature de la Conférence du désarmement.

Quatrièmement, le programme de travail proposé, assorti d'un calendrier d'activités à élaborer après l'adoption du programme de travail, devrait être valable pour la durée de la session annuelle de la Conférence. Il devrait donc être sans préjudice de toute décision que la Conférence pourrait prendre à l'avenir au sujet de son programme de travail.

Cinquièmement, tous les travaux, y compris ceux des organes subsidiaires, devraient être réalisés conformément au Règlement intérieur de la Conférence.

La Conférence du désarmement, afin de jouer un rôle majeur, doit adopter un programme de travail complet et équilibré pour la session de 2010. Le programme de travail doit prévoir des résultats de fond sur les quatre questions fondamentales (désarmement nucléaire, prévention d'une course aux armements dans l'espace, garanties de sécurité négatives et traité sur les matières fissiles). Les trois derniers points de l'ordre du jour sont également importants. La Conférence peut, dans le cadre d'un programme de travail, proposer des discussions sur les points 5, 6 et 7 de l'ordre du jour.

Nous tenons à vous assurer, vous et le Président qui vous succédera, le représentant du Bangladesh, de notre appui et de notre coopération à cet égard.

Le Président (*parle en anglais*): Je remercie le représentant du Pakistan pour sa déclaration. Nous avons été informés du décès de la mère de l'Ambassadeur Akram. Je voudrais donc, en mon nom et en celui – j'en suis sûr – de tous les membres de la Conférence, adresser nos plus sincères condoléances à l'Ambassadeur Akram.

L'orateur suivant sur ma liste est le représentant de la Colombie.

M. Ávila Camacho (Colombie) (*parle en espagnol*): Monsieur le Président, après la triste nouvelle que vous venez de nous donner, permettez-moi de commencer en adressant les condoléances les plus sincères de ma délégation à l'Ambassadeur Akram.

Ma délégation tient à vous féliciter pour votre professionnalisme et votre dévouement et à vous remercier, vous et votre délégation, pour tous les efforts que vous avez faits tout au long de votre présidence pour réaliser d'importantes avancées, notamment l'adoption du rapport final avec l'appui de tous les Présidents. Je tiens à profiter de l'occasion pour reconnaître une fois de plus la direction éclairée et la détermination de l'Ambassadrice Caroline Millar et de son équipe pour les efforts considérables qu'elles ont faits tout au long de votre présidence pour lancer des négociations dans cette illustre instance. On ne saurait passer sous silence les efforts inlassables faits par les Présidents de 2009 pour atteindre des objectifs qui n'avaient pas été réalisés depuis plus de dix ans. Ma délégation est convaincue que les membres de cette instance ont obtenu cette année des résultats importants qui peuvent constituer une base solide pour les travaux de l'année

prochaine. Nous avons vu le 29 mai qu'il était possible de faire converger les volontés politiques pour adopter un programme de travail.

Nous espérons que, l'année prochaine, nous arriverons une nouvelle fois à mettre les étoiles dans le bon alignement afin de pouvoir commencer nos négociations attendues depuis longtemps sur les divers points qui intéressent vivement tous les membres de la Conférence. Nous espérons seulement que cela se produira au plus vite pour que nous puissions tirer parti du temps dont nous disposerons. Permettez-moi de dire une nouvelle fois à la délégation du Bangladesh, qui assumera la présidence en 2010, qu'elle peut compter sur la coopération et l'appui sans réserve de la délégation colombienne.

Je tiens à profiter de l'occasion pour mentionner la deuxième Conférence d'examen de la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel, ce sommet qui doit se tenir dans la belle cité de Carthagène des Indes du 29 novembre au 4 décembre de cette année. Dans exactement soixante-douze jours, nous nous réunirons à Carthagène pour réaffirmer, au niveau politique le plus élevé, notre ferme attachement à l'élimination des mines antipersonnel et à l'aide à toutes les victimes qui souffrent quotidiennement des terribles conséquences de ces dispositifs, notamment les rescapés, les familles et les communautés. Alors que le sommet de Carthagène se rapproche, je suis heureux de vous informer que les Gouvernements colombien et norvégien, en collaboration avec l'Institut international pour la paix, ont organisé une manifestation pour promouvoir cette réunion (et ses principaux objectifs), qui se déroulera au siège de l'Institut à New York, le mardi 22 septembre, à 19 heures. S. E. M^{me} Adriana Mejías Hernández, Vice-Ministre colombienne des affaires multilatérales, S. E. M. Håkon Gulbrandsen, Secrétaire d'État norvégien au développement international, et M^{me} Susan Eckey, Ambassadrice et Présidente-désignée de la deuxième Conférence d'examen, seront aussi présents.

Des invitations ont été adressées à tous les États Membres de l'ONU, ainsi qu'aux organisations internationales et non gouvernementales à New York. Nous espérons que vos délégations, vos gouvernements et les représentants des organisations internationales et non gouvernementales participeront à cet important événement qui continuera de nous préparer pour notre réunion de Carthagène des Indes.

Le Président (*parle en anglais*): Je remercie le représentant de la Colombie, notamment pour avoir appelé notre attention sur cet important événement que sera le sommet de Carthagène.

Je donne maintenant la parole au prochain orateur inscrit sur ma liste, M. Jazaïry, Ambassadeur d'Algérie.

M. Jazaïry (Algérie) (*parle en anglais*): Monsieur le Président, au nom du Gouvernement algérien, je tiens à vous féliciter pour la grande compétence et le professionnalisme avec lesquels vous avez dirigé nos débats. Je dois dire qu'une tradition s'est poursuivie que j'ai vraiment appréciée: la forte coopération entre les membres de l'équipe des six Présidents. Je pense que, comme le distingué Ambassadeur de Suède vient de le mentionner, dans un contexte où le roulement entre les Présidents est si rapide qu'il pourrait entraîner une discontinuité dans la réalisation d'un objectif commun, la création de l'équipe des six Présidents en tant que mécanisme informel servant à assurer le dynamisme et la continuité a été une bénédiction. C'est pour cette raison qu'en mai j'ai rendu hommage à celui qui a été à l'origine de cette approche de la gouvernance de la Conférence du désarmement, l'Ambassadeur de Pologne. J'espère et je suis même convaincu que, sur la base de l'expérience de cette année, les six Présidents de l'année prochaine poursuivront cette tradition d'engagement, de coopération et de mobilisation des efforts pour tenter d'atteindre les objectifs communs.

Je voudrais donc remercier le distingué Secrétaire d'État de la Hongrie et mes collègues qui ont fait état de la contribution de l'Algérie à l'établissement du document

CD/1864, et réaffirmer que ceci n'aurait pas été possible sans l'esprit de coopération des six Présidents et l'appui et la compréhension de chacun des membres de la Conférence.

Pour ce qui est d'évaluer les résultats obtenus cette année, on peut parler de verre à moitié plein ou de verre à moitié vide. Ma délégation préfère parler de verre à moitié plein. Nous avons peut-être été trop optimistes le 29 mai lorsque nous avons pensé que nous allions vraiment nous mettre au travail après l'adoption de la décision publiée sous la cote CD/1864.

Cela s'est passé comme lorsqu'on escalade une montagne. On pense qu'on est presque arrivés au sommet, mais on s'aperçoit bien vite que la montagne est encore plus haute et il faut poursuivre les efforts. Si l'on évalue la situation, on peut dire que le document CD/1864 est arrivé un peu tard en 2009 et que nous aurions eu beaucoup de chance si nous avions pu commencer les travaux, mais je peux comprendre qu'il restait des questions délicates à régler sur le plan de la procédure. Nous n'étions peut-être pas suffisamment conscients des problèmes qui se posaient après.

La difficulté du travail de la Conférence tient au cycle rapide de roulement à la présidence – on change de président six fois par an – ainsi qu'au fait que le programme de travail, comme l'a très justement souligné le distingué représentant du Pakistan, porte sur une année, alors que les thèmes de ce programme de travail sont pluriannuels par nature. Le problème est de tenter de concilier ces deux paramètres qui, logiquement, ne concordent pas réellement très bien l'un avec l'autre.

Je pense que nous avons passé beaucoup de temps, dans la deuxième partie de cette année, à tenter de surmonter cette contradiction en établissant des principes portant sur la manière dont le système devrait fonctionner. Bien évidemment, on se heurte alors à des difficultés. Par définition, il y a ici une contradiction. Je pense donc qu'il serait préférable l'année prochaine que nous ne traitions pas des politiques générales et des abstractions – comment nous effectuons ou non les rotations dans l'occupation des postes, ce que nous faisons en termes de programme de travail – et que nous arrêtons simplement un programme de travail. Je ne crois pas que quiconque ici pense que nous devrions chaque année faire table rase du passé pour pouvoir réaliser un programme de travail. Nous n'avons pu en réaliser un que tous les dix ou douze ans. C'est donc une question de bon sens. Il me semble que le mieux n'est pas d'en parler dans l'abstrait, mais de se mettre au travail, et de réaliser, en plus du programme de travail, le volet distribution des mandats pour les sept points, dont les quatre questions fondamentales. C'est quelque chose qu'il faudrait étudier maintenant que nous avons fait cette expérience. Il faudrait étudier tous ces éléments simultanément, et ce, dès maintenant, Monsieur le Président, entre vous et le futur Président, le Bangladesh. Tentez déjà de réfléchir et de définir une approche – des contacts informels peut-être – sur la façon de procéder pour que le processus démarre réellement au plus vite.

Je considère que l'équipe des six Présidents n'existe pas sur le plan institutionnel, pas plus que les groupes régionaux. Ils n'existent qu'informellement, mais ils sont bien utiles. Je suis donc sûr que les contacts avec les groupes de la Conférence seraient utiles pour tenter d'examiner toutes ces questions et ne pas attendre d'abord d'avoir adopté le programme de travail l'année prochaine. Lorsque nous aurons fait cela, prenons le temps de respirer et passons à la seconde phase en étudiant la répartition des mandats, etc. Si nous lançons ce processus maintenant, nous pourrions peut-être commencer plus rapidement l'année prochaine.

Nous devons le faire en ayant à l'esprit le souci que nous partageons tous, mais que nous avons parfois du mal à articuler, celui de préserver les intérêts légitimes en matière de sécurité de toutes les parties concernées tant nucléaires que non nucléaires, tant développées qu'en développement. Nous savons que, quoi que nous mettions dans le

programme de travail, si nous ne réalisons pas de travaux de fond et ne créons pas le sentiment général que nous allons assurément avancer sur toutes ces questions de manière équilibrée pour tenir compte des intérêts de toutes les parties que j'ai mentionnées, le système va s'effondrer de nouveau.

Par conséquent, l'adoption d'un programme de travail l'année prochaine ne devrait ni signifier ni être considérée par quiconque comme signifiant que quelqu'un va prendre l'une des questions fondamentales et se sauver avec le ballon, pour ainsi dire, et laisser les autres parties sur place. Il est évident que nous avons tous des préférences et des priorités, mais le mérite de la Conférence est que nous essayons de les concilier, parce que nous savons au moins qu'en raison de l'application de la règle du consensus, nous ne pouvons réaliser nos priorités que si nous tenons compte des priorités des autres.

Je voudrais, avant de conclure, féliciter le distingué Secrétaire général de la Conférence, M. Sergei Ordzhonikidze, et le personnel très compétent du secrétariat pour l'excellent travail qui a été réalisé. Je voudrais aussi dire à tous les membres de la Conférence combien ma délégation a apprécié de travailler avec chacun de vous. Nous avons des préoccupations différentes et parfois contradictoires, mais il règne ici un esprit très convivial de partenariat, ce qui est une raison qui s'ajoute à ce que nous avons réalisé cette année. Des succès ont été obtenus. Comme je l'ai dit, j'étais un peu pessimiste au deuxième semestre de cette année, mais ce qui a été réalisé difficilement aujourd'hui est la deuxième grande victoire de cette année, après celle du 29 mai. Je suis convaincu, compte tenu de l'énergie que nous avons accumulée et de cet esprit de coopération, que nous pouvons tous être fiers. J'espère que d'autres instances à Genève pourront nous imiter en termes d'esprit de coopération et d'efforts communs pour le bien de l'humanité.

Le Président (*parle en anglais*): Je remercie l'Ambassadeur d'Algérie pour sa déclaration et ses suggestions concernant l'avenir. Je donne maintenant la parole à l'Ambassadeur du Mexique.

M^{me} Gómez Oliver (Mexique) (*parle en espagnol*): Monsieur le Président, permettez-moi tout d'abord de vous féliciter de la manière remarquable dont vous avez guidé les travaux de la Conférence. Je salue vos éminents talents diplomatiques et vos qualités personnelles qui nous ont aidé à surmonter les difficultés auxquelles nous avons dû faire face dans la dernière partie de la session pour pouvoir finalement adopter le rapport que vous soumettez à l'Assemblée générale.

Ma délégation remercie les autres Présidents de 2009, les Ambassadeurs d'Algérie, d'Argentine, d'Australie, du Viet Nam et du Zimbabwe, dont les efforts individuels et collectifs ont fortement contribué au succès de la présidence de M. Jazairy, Ambassadeur d'Algérie, sous laquelle nous sommes parvenus au consensus qui a permis d'adopter le programme de travail de la session de 2009, publié sous la cote CD/1864.

Indépendamment du travail que la Conférence du désarmement a réalisé en 2009, les événements internationaux continuent de suivre leur cours. Aux niveaux international, régional et bilatéral, un nombre croissant de propositions et initiatives relatives au désarmement sont venues de dirigeants, de gouvernements, de personnalités éminentes, de parlementaires, d'organisations non gouvernementales et des milieux universitaires, tous conscients des nouvelles conditions régnant dans le monde et désireux de les exploiter pour progresser notablement sur la longue route conduisant vers un monde exempt d'armes nucléaires.

Le 29 mai 2009, un événement historique d'une grande importance politique a eu lieu lorsque la Conférence a apporté sa contribution à la mobilisation générale en faveur du désarmement et de la non-prolifération, contribuant ainsi à accroître les attentes de la communauté internationale dans ce domaine.

Nous savons tous ce qui s'est malheureusement passé après le grand événement international qu'a été l'adoption du programme de travail. Nos délégations, mais aussi des entités extérieures, des personnes bien loin de Genève, avaient espéré jusqu'à la dernière minute que nous arriverions à exécuter notre programme de travail ne serait-ce que pendant les dernières semaines de la présente session.

Aujourd'hui, déçue de constater notre incapacité à commencer nos travaux de fond, alors que se termine la session de la Conférence, ma délégation s'interroge beaucoup sur l'approche que cette instance devrait adopter en 2010. Il semble particulièrement regrettable que nous continuions à laisser la Conférence, dont le mandat devrait en faire l'un des acteurs centraux dans le domaine de l'action internationale en faveur du désarmement et de la non-prolifération, non seulement rester en marge, mais aussi faire obstacle aux processus de discussion et de négociation qui, si l'on faisait preuve de la volonté politique nécessaire, devraient déboucher sur des engagements qui seraient reflétés dans des accords concrets, puisque nous reconnaissons tous que des occasions favorables se présentent actuellement.

Nous avons pour responsabilité, en tant que membres de la Conférence, de veiller en utilisant tous les moyens possibles à ce que cette instance et ses travaux progressent et aient un impact sur les discussions qui se tiennent dans d'autres parties du monde sur les points qui sont inscrits à notre ordre du jour. Si cette instance est incapable de faire face aux réalités, il faudra en 2010 prendre des décisions: décisions sur l'avenir de la Conférence, l'intérêt qu'elle présente dans le monde d'aujourd'hui, ses méthodes de travail et ses procédures de fonctionnement; en bref, le moment sera venu de décider si nous sommes vraiment capables de produire des effets positifs ici à Genève, dans cette instance, sur le désarmement et le renforcement du régime de non-prolifération.

Le Mexique a été l'un des principaux promoteurs des travaux de la Conférence. Il a veillé à s'acquitter de son mandat et de ses responsabilités au sein de la communauté internationale. Son existence est étroitement liée à l'évolution de sa politique multilatérale et c'est même l'une des raisons pour lesquelles notre Ambassadeur émérite, Alfonso García Robles, a reçu le prix Nobel de la paix.

Pour toutes ces raisons et à cause de la responsabilité que nous avons en tant que membres de la Conférence, ma délégation continue d'espérer que 2010 sera l'année durant laquelle nous pourrions rétablir la crédibilité de la Conférence et sa raison d'être, en prenant des décisions allant au-delà de l'adoption du programme de travail et en commençant au plus vite nos travaux de fond. Contribuer fortement à la paix et à la sécurité internationales, assurer un avenir sans armes nucléaires, préserver l'avenir de l'humanité: c'est cela qui devrait guider nos décisions. La Conférence doit être à la hauteur de cette responsabilité. Si elle ne l'est pas, le moment est alors venu de réfléchir à nouveau à la façon de lui donner ce dont elle a besoin pour s'acquitter de cette responsabilité et même de se demander s'il est possible de le faire. Profitons de cette occasion et veillons à ce que le consensus auquel la Conférence est parvenue le 29 mai ne s'effrite pas alors que d'autres parties du monde font preuve de volonté, d'engagement et d'intérêt pour les travaux sur le désarmement. Quant à ce que vient de dire le distingué Ambassadeur Jazaïry, nous espérons qu'à partir de maintenant nous commencerons tous à veiller à ce qu'en 2010 on puisse remplir complètement le verre qui est maintenant à moitié plein.

Le Président (*parle en anglais*): Je remercie l'Ambassadrice du Mexique pour sa déclaration. Je donne maintenant la parole à l'Ambassadeur du Bangladesh.

M. Hannan (Bangladesh) (*parle en anglais*): Je voudrais tout d'abord vous féliciter sincèrement, Monsieur le Président, pour votre direction éclairée, votre persévérance et votre engagement qui ont beaucoup contribué à l'adoption par consensus du rapport de cette année.

Nous tenons aussi à remercier tous les autres Présidents de 2009 pour leurs intenses efforts et leur dévouement qui ont aidé à faire sensiblement progresser les travaux de la Conférence en 2009. Nous voulons en particulier exprimer notre profonde satisfaction à M. Idriss Jazaïry, Ambassadeur d'Algérie, pour le rôle que lui-même et son pays ont joué pour dégager un consensus sur le programme de travail de 2009, publié sous la cote CD/1864. Cette percée a mis fin à des années de paralysie à la Conférence du désarmement et a ouvert la possibilité de réaliser des travaux de fond cette année. Cependant, il n'y a pas eu cette année de consensus sur l'application de ce programme.

En tant que prochain Président de la Conférence, le Bangladesh est très conscient de la nécessité pour la Conférence de commencer rapidement l'année prochaine ses travaux de fond pour conserver l'impulsion positive créée ici en 2009. Tant au sein de la Conférence qu'à l'extérieur, nous notons l'expression de grands espoirs que la Conférence sera en mesure de jouer à nouveau rapidement son rôle d'unique instance multilatérale de négociation sur le désarmement.

Dans le rapport qu'elle vient d'adopter, la Conférence a prié le Président en exercice et le Président qui va lui succéder de procéder à des consultations pendant l'intersession, puis de faire, si possible, des recommandations. Nous prenons très au sérieux cette responsabilité. Nous sommes prêts à agir en étroite collaboration avec la présidence autrichienne, comme l'ont demandé les membres de la Conférence.

Nous comptons sur l'appui de tous les membres et, en particulier, des autres Présidents de 2010, ainsi que du secrétariat, pour faire le travail demandé. Je remercie les délégations qui ont dit qu'elles appuyaient nos efforts.

Le Président (*parle en anglais*): Je remercie l'Ambassadeur du Bangladesh, en tant que collègue et futur Président, et je me réjouis assurément de notre coopération et de son accession à la présidence. L'orateur suivant sur ma liste est le représentant des Philippines.

M. Domingo (Philippines) (*parle en anglais*): Monsieur le Président, au nom des États observateurs animés du même esprit, qu'ils soient candidats pour devenir membres ou qu'ils demandent simplement à participer, ma délégation voudrait vous exprimer, à vous et aux autres Présidents de 2009, sa reconnaissance pour l'excellent travail qui a été fait pour nous conduire à adopter un historique programme de travail et le rapport annuel et, pour citer un distingué représentant, pour avoir établi les fondations du magnifique immeuble qui constituera le travail effectif de la Conférence lors de ses futures sessions.

Je voudrais aussi adresser nos condoléances à l'Ambassadeur Akram pour le décès de sa mère, et mentionner les collègues qui vont nous quitter: Camilo (Chili), Diego (Venezuela) et Tofigh (Iran) – en raison de leurs importantes contributions aux travaux de la Conférence du désarmement et de leur amitié. Je leur dis bonne route et au revoir, mais pas adieu. Nous comptons sur eux pour qu'ils continuent de se faire les champions de notre cause dans leurs capitales respectives.

Nous souhaitons aussi maintenir l'impulsion qui a été donnée ici en août par l'adoption de la décision publiée sous la cote CD/1864, et appelons de nos vœux le règlement des problèmes soulevés ces dernières semaines pour que la Conférence puisse commencer rapidement ses travaux l'année prochaine.

Nous avons le sentiment que la priorité pour la Conférence du désarmement était en mai de cette année et reste manifestement aujourd'hui d'établir un cadre pour l'application du programme de travail. Nous avons décidé d'attendre jusqu'au moment de la conclusion de notre session de 2009 pour soulever une fois de plus une question de la plus haute importance pour nous: l'élargissement de la composition de la Conférence. Comme indiqué dans le rapport annuel de la Conférence, 25 États ont officiellement demandé à devenir

membres à part entière depuis 1982, et un nombre plus important d'États ont demandé le statut d'observateur à cette session et aux précédentes.

Je voudrais aussi rappeler une proposition que ma délégation et un certain nombre d'autres États ont faite la semaine dernière afin que nous tirions profit des prochains mois pour mieux nous familiariser avec les questions dont est saisie la Conférence, ses travaux de fond et ses procédures. Nous souhaitons appeler à nouveau le secrétariat, l'UNIDIR et les membres de la communauté des ONG, ainsi que les experts appartenant aux délégations des États membres, à organiser une série de séminaires d'orientation et de formation à cette fin dans les semaines à venir avant le début de la session de 2010.

Nous remercions les délégations qui ont appuyé notre cause et nous appelons l'ensemble des membres à inclure la question de l'élargissement dans les travaux de l'année prochaine. N'enrichirait-on pas la Conférence et n'en ferait-on pas un organe vraiment plus universel si celle-ci donnait une suite favorable aux demandes que nous avons formulées pour devenir membres? Si nous établissons véritablement les fondations du bâtiment que constitueront les futurs travaux de la Conférence, ne renforcerions-nous pas encore plus ce bâtiment en ajoutant d'autres briques et d'autres piliers pour renforcer notre structure?

Le Président (*parle en anglais*): Je remercie le représentant des Philippines pour avoir fait cette déclaration et appelé l'attention de la Conférence sur la question de son élargissement. Je donne la parole au représentant de la République arabe syrienne.

M. Al Nuqari (République arabe syrienne) (*parle en arabe*): Merci, Monsieur le Président. Je voudrais aussi adresser mes condoléances à S. E. l'Ambassadeur du Pakistan pour le décès de sa mère. Je vous félicite vivement pour la tâche délicate et spéciale que vous avez menée à bien. Le rapport n'était pas facile à adopter, mais vos talents en matière de diplomatie, votre souci de tenir compte de toutes les différences et particularités et votre aptitude à trouver un terrain d'entente entre tous ont facilité cette adoption.

Je voudrais aussi remercier les six Présidents de la Conférence. Globalement, nous pouvons dire que 2009 a été remarquable et très encourageante. La présente journée est l'une de celles, peu nombreuses, sur lesquelles le secrétariat nous a permis de voir la lumière du jour. Nous espérons que la conclusion de la présente session augure bien de l'avenir et qu'il continuera à en être ainsi l'année prochaine, qui nous donnera peut-être les mêmes raisons d'être optimistes et d'espérer.

Les efforts faits cette année par les six Présidents sont bien évidemment dignes d'éloges. Ils sont à l'origine de cet optimisme et nous ont conduit à adopter le programme de travail, qui fait que le verre est à moitié plein, pour reprendre les mots de S. E. l'Ambassadeur d'Algérie. Ces efforts ont été couronnés de succès sous la présidence algérienne grâce à l'action toute spéciale de celle-ci. Ceci a été vivement apprécié par tous, dont ma délégation. Cependant, il ne fait aucun doute que l'optimisme ne peut durer s'il ne se concrétise pas sur le terrain. Aucun souhait ne peut être réalisé sans efforts.

Permettez-moi de revenir brièvement sur l'année 2007. En 2007, il a été proposé que nous donnions l'impression que nous étions à deux doigts, voire même plus près, d'adopter un programme de travail et de sortir de l'impasse dans laquelle se trouvait la Conférence, mais il manquait quelque chose et la Conférence n'a pas réussi à combler le vide. En 2008, elle a fait un pas en avant et, en 2009, je crois qu'elle en a fait plus. La conclusion que nous pouvons tirer est qu'il manque toujours quelque chose et que plus tôt nous remédierons aux lacunes, plus tôt nos rêves pourront devenir des réalités.

Nous sommes convaincus qu'il est possible d'appliquer la règle du consensus dans une instance telle que la Conférence du désarmement, en particulier en ce qui concerne les questions relatives au désarmement ainsi qu'à la paix et à la sécurité internationales. Cette question est particulièrement importante parce que la règle du consensus régit les relations

entre les États. Pour l'essentiel, de nombreux instruments qui régissent les relations entre États – et parfois les relations entre personnes, comme c'est le cas par exemple pour les instruments relatifs aux droits de l'homme, mais nous parlons ici des relations entre États – ont un caractère de réciprocité, d'une manière particulière parce que cette réciprocité ne fonctionne pas entre deux parties, mais entre toutes les parties. Par conséquent, nous sommes convaincus que la règle du consensus et, par suite, la logique de cette règle sont importantes pour la Conférence du désarmement.

Cette question est des plus importantes, bien sûr, parce que nous pensons que pour aller de l'avant nous devons en être conscients. Nous devons aussi nous arrêter et nous demander franchement pourquoi nous n'avons pas réussi à élaborer et appliquer un programme de travail. Donc, comme je l'ai dit, pour atteindre nos objectifs, les souhaits ne suffisent pas: nous devons être réalistes. L'espoir qui nous anime aujourd'hui nécessite peut-être une approche et une vision différentes qui nous permettraient d'adopter et d'appliquer un programme l'année prochaine.

Le Président (*parle en anglais*): Je remercie le représentant de la République arabe syrienne pour sa déclaration. Je donne maintenant la parole à l'Ambassadeur de la République islamique d'Iran.

M. Baeidi Nejad (République islamique d'Iran): Monsieur le Président, ma délégation vous félicite pour l'énergie avec laquelle vous avez guidé les discussions sur le projet de rapport annuel de 2009, qui vient d'être adopté aujourd'hui par consensus. Vous avez fait preuve de professionnalisme et déployé d'intenses efforts lors des séances officielles et lors des longues séances informelles. Nous apprécions aussi l'esprit de compromis et de coopération de toutes les délégations qui nous a conduit à adopter ce rapport aujourd'hui. Nous remercions aussi le secrétariat, M. Sergei Ordzhonikidze et son équipe très compétente.

Nous savons tous combien l'adoption du rapport annuel a été délicate alors que la Conférence n'a pas réussi à exécuter son programme de travail. Ce rapport annuel n'est peut-être pas un succès remarquable de la Conférence du désarmement, mais il est la manifestation de la volonté qu'ont ses membres de parvenir à un consensus et de faire progresser les travaux de la Conférence. Nous espérons qu'il permettra d'œuvrer dans un bon esprit lorsqu'il s'agira d'adopter le programme de travail de la Conférence pour 2010.

Le Président (*parle en anglais*): Je remercie l'Ambassadeur de la République islamique d'Iran pour sa déclaration. Je donne la parole au représentant des États-Unis d'Amérique.

M. Larson (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*): Monsieur le Président, je tiens à m'associer aux autres délégations afin de vous remercier et vous féliciter pour les efforts intenses et fructueux que vous avez faits, vous et votre équipe, pour parvenir à un consensus sur le rapport annuel à l'Assemblée générale. Je tiens aussi à remercier tout particulièrement votre prédécesseur, M^{me} Caroline Millar, Ambassadrice d'Australie, pour son dévouement et ses efforts inlassables visant à faire avancer le processus. Nous apprécions vivement ses efforts.

Comme l'ont noté les précédents orateurs et comme, l'Ambassadeur Jazaïry, conformément à son habitude, l'a dit avec tant de brio, nous considérons qu'il est de la plus haute importance de tirer parti des quelques mois qui viennent afin d'ouvrir la voie à un accord rapide sur le programme de travail de 2010 et, ensuite, à l'engagement immédiat de travaux de fond.

Il est clair que les membres continueront à avoir des intérêts et préoccupations spécifiques en ce qui concerne les éléments des travaux de l'année prochaine. Je profite donc de l'occasion pour réaffirmer que la délégation des États-Unis s'est engagée à

collaborer étroitement avec l'équipe des six Présidents et toutes les parties au cours des prochaines semaines pour veiller à ce qu'en 2010 la Conférence du désarmement continue sur la voie du progrès sur laquelle elle est revenue cette année. Nous espérons, nous sommes convaincus que nous partagerons cet engagement avec une détermination collective de tous pour continuer à faire progresser la Conférence.

Le Président (*parle en anglais*): Je remercie le représentant des États-Unis d'Amérique. Je donne la parole à l'Ambassadeur de la République de Corée.

M. Im Han-taek (République de Corée) (*parle en anglais*): Monsieur le Président, je voudrais tout d'abord m'associer aux précédents orateurs pour vous féliciter de l'adoption du rapport annuel. Cela n'a été possible que grâce à votre distinguée direction, ainsi qu'à l'esprit de compromis et à la souplesse dont les États membres ont fait preuve. J'exprime ma gratitude aux autres Présidents de 2009 pour les efforts inlassables qu'ils ont faits pour sortir la Conférence d'une décennie d'hibernation et créer les conditions propices à l'adoption historique du programme de travail publié sous la cote CD/1864.

Nous n'avons pas réussi à commencer des travaux de fond cette année pour appliquer la décision publiée sous la cote CD/1864, ce qui est vraiment regrettable, mais nous sommes convaincus que nous avons établi les fondations de nos futurs travaux en guérissant la Conférence de son inertie chronique.

Comme beaucoup d'autres délégations, ma délégation espérait un rapport annuel plus orienté vers l'avenir, adressant un message encourageant à la communauté internationale sur la continuité de nos travaux, sur la base du document CD/1864. Cependant, compte tenu des limites quant aux résultats que nous pouvons obtenir à la Conférence, ma délégation estime qu'il est tout aussi important de perpétuer l'atmosphère amicale qui a conduit à l'adoption de la décision publiée sous la cote CD/1864. À cet égard, nous nous félicitons du rapport qui vient d'être adopté par consensus et de l'esprit de compromis avec lequel les États membres ont conduit les consultations sur le rapport annuel.

Il est clair qu'il ne s'agit pas là d'un résultat insignifiant et que nous pouvons tous en être collectivement fiers. Cependant, j'estime que la situation actuelle ne devrait pas nous inciter à l'autosatisfaction. Je pense que la plupart d'entre nous sont d'accord sur ce point.

Les espoirs de progrès dans le domaine du désarmement et de la non-prolifération nucléaire que nourrit la communauté internationale n'ont jamais été aussi forts dans un contexte marqué par divers événements internationaux touchant le désarmement et conduisant à la Conférence d'examen du TNP de 2010. Il est essentiel que la Conférence du désarmement crée la possibilité de tirer parti de ce contexte fertile. Il va sans dire que le succès de notre session de 2010 dépendra de la rapidité et de la fluidité avec lesquelles nous parviendrons à un consensus sur le programme de travail de 2010 lorsque la Conférence se réunira à nouveau en janvier prochain, comme l'ont très bien dit certaines délégations.

Dans cette perspective, je crois que, tout au long de la période intersessions, notamment lorsque la Première Commission se réunira à New York, il faudra constamment s'efforcer de renforcer l'esprit positif que nous avons partagé lorsque la Conférence a adopté la décision publiée sous la cote CD/1864 le 29 mai. Ces efforts, individuels ou collectifs, devraient être faits à tous les niveaux, au moyen de consultations non seulement entre président entrant et président sortant, mais aussi entre États membres.

Ma délégation jouera son rôle dans le cadre de nos efforts collectifs visant à commencer au plus vite les travaux de fond de la Conférence du désarmement l'année prochaine.

Le Président (*parle en anglais*): Je remercie l'Ambassadeur de la République de Corée. Le dernier orateur sur ma liste est le représentant de la Fédération de Russie.

M. Vasiliev (Fédération de Russie) (*parle en russe*): Je vous félicite Monsieur le Président et, par votre intermédiaire, l'ensemble des six Présidents de la présente session. Je tiens aussi à m'associer aux condoléances exprimées précédemment à l'Ambassadeur Akram pour le décès de sa mère.

L'Ambassadeur Jazaïry a décrit la séance d'aujourd'hui comme une nouvelle victoire. On dit en Russie: «La victoire a de nombreux pères, mais la défaite est toujours une orpheline.». Nous sommes donc tous en quelque sorte les enfants de la victoire, parce que chacun de nous dans cette salle a contribué au succès que nous avons maintenant obtenu. Nous jugeons très important le fait que la décision historique sur le programme de travail a été adoptée par consensus.

Sans vouloir mettre en avant quelqu'un en particulier, je dois cependant reconnaître que l'équipe bien soudée des six Présidents a été l'une des clefs du succès. Bien évidemment, M. Jazaïry, Ambassadeur d'Algérie, a porté nos travaux à un niveau tout à fait nouveau et a appelé l'attention des plus hautes sphères sur les progrès réalisés en ce qui concerne le programme de travail.

Assurément, ma délégation, comme beaucoup d'autres, regrette que nous n'ayons pas réussi à exécuter cette année le programme de travail exposé dans le document CD/1864. En outre, nous espérons que la nature de nos récentes discussions et le rapport adopté aujourd'hui ouvriront la voie au lancement rapide des travaux de fond en 2010. Je profite de l'occasion pour assurer la prochaine équipe des six Présidents qu'elle pourra compter sur l'aide et l'assistance de la délégation russe.

Enfin, je voudrais exprimer ma gratitude au Secrétaire général de la Conférence et à ses collaborateurs pour la contribution qu'ils ont apportée à nos travaux et, bien évidemment, à nos interprètes qui, je l'espère, assumeront l'année prochaine une responsabilité nouvelle et plus lourde: nous expliquer en quoi consistent les matières fissiles, comment elles sont produites et ce que recouvrent des expressions telles que «engin spatial» et «systèmes d'armes».

Le Président (*parle en anglais*): Je remercie le représentant de la Fédération de Russie.

À moins qu'une autre délégation ne souhaite maintenant prendre la parole, nous sommes donc arrivés à la fin de notre session. Permettez-moi de vous remercier tous pour vos mots aimables adressés à la présidence. Un ancien Premier Ministre autrichien, M. Bruno Kreisky, a dit un jour: «Vous savez maintenant à quel point je peux supporter les louanges». Ce n'est pas cela que je dirai. Je transmettrai plutôt les louanges à mes collègues de l'équipe des six Présidents et à mes propres collaborateurs. C'est dans une très large mesure un effort collectif.

Lorsque l'on examine ce qu'a été la session de cette année, ce qui vient assurément à l'esprit est un niveau d'émotion assez élevé, ce qui est quelque peu inhabituel dans un organe qui n'a pas mené de négociations de fond depuis plus de dix ans, mais nous avons observé toute une gamme de sentiments, de prudence, d'espoir, d'optimisme, de vive excitation à propos de l'adoption de la décision publiée sous la cote CD/1864, de la question de savoir combien de temps l'optimisme durera, de déceptions, de frustrations, d'interrogations sur la question de savoir ce que signifie le fait que la Conférence est incapable d'adopter toute une gamme de documents, de nombreux documents – 1866, 1867, 1866/Rev.1, 1870, 1870/Rev.1, 1870/Rev.2. Le nombre de ces textes, à lui seul, montre bien, tout d'abord, l'engagement et la détermination de chacun, mais aussi les efforts faits par les six Présidents tout au long de l'année. Par conséquent, même si nous n'avons pas ménagé nos efforts pour rechercher un consensus afin de pouvoir réaliser nos travaux et nous engager dans des consultations et un dialogue très intensifs tout au long de l'année, il a été dit que nous n'arrivions toujours à aucun résultat dans l'exécution.

Dans le cadre de ma délégation, nous avons discuté assez longuement sur la question de savoir comment caractériser l'ensemble de la situation en deux mots. Fallait-il parler de continuité et de changement ou de stagnation et de progrès? Je crois que nous n'avons pas vraiment tranché. Je voudrais tout d'abord évoquer le moment du changement: l'adoption du programme de travail. Je pense qu'elle est réellement due à la direction inspirée et inspirante de l'Ambassadeur Jazaïry, qui nous a aidé à franchir un obstacle qui avait si longtemps paru insurmontable. Nous ne pourrions assurément jamais le remercier suffisamment pour ce succès. Je pense aussi que l'on ne saurait surestimer l'importance et l'intérêt de cette décision. Il est clair que le règlement intérieur nous oblige à franchir à nouveau cet obstacle l'année prochaine, mais je pense que ce ne devrait plus être un obstacle. Nous devrions être en mesure de faire fond sur les succès et les progrès que nous avons obtenus par consensus cette année lorsque nous reprendrons nos travaux en 2010.

Un autre élément que nous avons entendu maintes et maintes fois récemment alors que nous examinions et négociions notre rapport avec chacun de vous était: «Revenons à la formulation de l'année dernière, au texte de l'année dernière.». Cette préférence, je crois qu'on la trouve tout au long du rapport, mais je pense que nous devons aussi être clairs: 2009 n'est pas 2008. Ceci vaut aussi tout particulièrement pour ce qui se passe en dehors de la salle du Conseil. On a observé de vastes progrès, une nouvelle volonté, de la part de beaucoup, de traiter du désarmement et de la non-prolifération nucléaire de manière globale, ambitieuse et réactive et la Conférence du désarmement ne peut ignorer ces évolutions. Nous devons y réfléchir dans nos travaux si nous voulons être à la hauteur de la raison d'être de la Conférence, la négociation de traités sur le désarmement.

À cet égard, je voudrais aussi faire une observation sur une expérience qui devrait assurément nous aider à progresser l'année prochaine. Il s'agit de la coopération entre les six Présidents de la session. Je pense que nous partageons tous l'avis selon lequel cette année a montré la grande valeur de ce mécanisme. Nous avons eu des présidents venant de cinq continents différents, qui ont excellé dans leur engagement et leur détermination et qui ont utilisé tous les canaux possibles pour dégager un consensus. Dans le cadre de cette coordination, nous avons assuré la continuité pendant toute la session et je pense aussi que nous avons réussi à contribuer à accroître le sentiment interrégional d'appartenance au sein de l'ensemble de la Conférence. Pour préparer la session de cette année, nous avons assurément profité des conseils et de l'assistance des six Présidents de l'année dernière et nous nous réjouissons à l'idée de transmettre le témoin aux six futurs Présidents et de leur souhaiter tout le succès possible.

Un autre élément de changement que nous avons observé dans une certaine mesure concerne le caractère de nos consultations. Je pense qu'elles sont devenues plus interactives et cette approche a permis à toutes les délégations les plus intéressées de s'adresser directement à leurs partenaires et a accru la transparence, ce qui a renforcé la confiance et favorisé le dialogue. À cet égard, je pense donc que l'optimisme est assurément justifié.

Je crois que je peux conclure en vous remerciant tous, tout d'abord mes collègues de l'équipe des six Présidents. Ce groupe a bien fonctionné. Je remercie aussi les sept coordonnateurs dont les contributions de fond ont été utiles non seulement pour cette session mais aussi pour les suivantes. Je remercie aussi les collègues qui étaient prêts à exercer les fonctions de présidents des groupes de travail et de coordonnateurs si notre programme de travail avait été exécuté. Ils étaient prêts à sacrifier une partie de leurs vacances d'été et je crois que je peux les remercier au nom de chacun de nous pour la disposition d'esprit dans laquelle ils étaient et que l'on ne pouvait assurément pas considérer comme allant de soi.

Je crois que cette année a aussi été enrichie par d'importantes contributions de la société civile aux travaux de la Conférence et je voudrais donc remercier les représentants des ONG pour leur intérêt et leur attachement continu à nos travaux. J'exprime l'espoir

qu'ils continueront à venir à la Conférence et que nous pourrons profiter encore plus du dialogue avec eux à l'avenir.

Enfin, je tiens à remercier le Secrétaire général de la Conférence, M. Ordzhonikidze, et l'ensemble du secrétariat pour leur aide très importante et très précieuse. Je remercie aussi vivement les préposés aux salles de conférence, les interprètes et ma propre équipe: Stephi, Cornelia et Markus qui vont bien évidemment retourner bientôt à Washington.

Nous adressons aussi tous nos vœux de succès au Président suivant. Je vous souhaite à tous le courage nécessaire pour faire progresser nos travaux l'année prochaine, non seulement ici, mais aussi à New York et dès le début de la session de l'année prochaine: le courage pour déterminer quand la continuité est utile et quand le changement est nécessaire.

Je vous remercie vivement. La session est close.

La séance est levée à 11 h 30.